

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES ENTREPRISES D'ARCHITECTURE DU 27 FEVRIER 2003

ACCORD DE SALAIRE 2017, en date du : 23 mars 2017

Territoire Pays de la Loire

COMMISSION TERRITORIALE PARITAIRE DE PAYS DE LA LOIRE

Entre le collège employeur

Le Syndicat de l'Architecture, 24 rue des Prairies 75020 PARIS,
représenté par :

L'Union Nationale des Syndicats Français d'Architectes (UNSFA), 29 boulevard Raspail 75017 PARIS,
représentée par :

Et le collège salarié

- Le Syndicat CFE CGC BTP, 15 rue de Londres 75009 PARIS,
représenté par :

- La FNSCBA CGT, Case 413, 263 rue de Paris 93514 MONTREUIL Cedex,
représentée par :

- La Fédération Générale FO Construction, 170 avenue Parmentier 75010 PARIS,
représentée par : GRANDJEAN Valérie

- La FNCB SYNATPAU CFDT, Bourse du Travail, 3 rue du Château d'Eau 75010 PARIS,
représentée par :

- La Fédération BATI-MAT-TP CFTC, 251 rue du Fbg St Martin 75010 PARIS,
représentée par : PICANDST PATRICK

- La FESSAD UNSA, 21 rue Jules Ferry 93177 BAGNOLET Cedex
représentée par : FREDERIQUE PAQUIER

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : La valeur du point est fixée à 3,62 pour l'ensemble du territoire Pays de la Loire

à compter du 1^{er} janvier 2017, pour la durée légale hebdomadaire du travail pour l'ensemble des organisations signataires.

Article 2 : Ces valeurs de point s'appliqueront à chaque coefficient hiérarchique, pour déterminer le salaire brut mensuel minimum pour la durée légale du travail.

Article 3 : Aucun salaire ne pourra être inférieur à l'application du SMIC.

Article 4 : Conformément à l'article 2261-22 du Code du travail et à la loi du 23/03/2006, aucune différence de rémunération ne peut être justifiée par une différence entre homme et femme. En conséquence, les signataires s'engagent à mettre tout en œuvre pour réduire toute différence de traitement entre homme et femme.

Article 5 : Le présent accord sera transmis à la branche architecture par le ou la Président(e) de la Commission Territoriale Paritaire, pour notification par le Secrétariat du Paritarisme ouvrant le délai d'opposition de 15 jours, et pour dépôt et demande d'extension après expiration de ce délai.

Fait à, le Paris le 23 mars 2017

Collège employeur

Pour le Syndicat de l'Architecture
(nom et signature)

JF. CHENAS

Pour le Syndicat CFE CGC BTP
(nom et signature)

Pour la FNSCBA CGT
(nom et signature)

Pour la FG FO Construction GRANDJEAN
(nom et signature)

Pour l'UNSFA
(nom et signature)

Collège salarié

Pour la FNCB SYNATPAU CFDT
(nom et signature)

Pour la Fédération BATI-MAT-TP CFTC
(nom et signature) PICANDST PATRICK

Pour la FESSAD UNSA
(nom et signature) FREDERIQUE PAQUIER